



Conseil économique et social

Distr. générale
2 décembre 2011
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité du commerce

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Dix-huitième session

Genève, 15-17 février 2012

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU

Structure, mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU: projet de version révisée

Document présenté par le Bureau du CEFACT-ONU pour approbation

Résumé

Après la dix-septième Plénière du CEFACT-ONU, le projet de version révisée du mandat, du cahier des charges et des procédures du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.2) a été soumis pour examen.

Le présent document constitue un projet de révision du document ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.2 intitulé «Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU».

Documentation antérieure:

- ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.2 Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU;
- ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.1 Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU;
- TRADE/R.650/Rev.4 Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU;
- TRADE/R.650/Rev.3 Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU;
- TRADE/R.650/Rev.2 Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU;
- TRADE/R.650/Rev.1 Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU;
- TRADE/R.650 Recommandations concernant la création du CEFACT-ONU;
- TRADE/WP.4/R.1234 Recommandations concernant la création du CEFACT-ONU.

I. Introduction

1. La version initiale du document TRADE/R.650 a été approuvée par le Groupe de travail 4 (WP.4), prédécesseur du Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU), à sa réunion finale, en septembre 1996, et par le Comité pour le développement du commerce en décembre de la même année. Par la suite, des modifications d'ordre organisationnel, un changement d'appellation de l'organisation et l'expérience acquise ont amené à réviser le document initial, la dernière de ces révisions (Rev.4) ayant été approuvée par la Plénière du CEFACT-ONU en 2005.
2. Le CEFACT-ONU propose maintenant de simplifier et de renforcer ses processus en suivant un ensemble de suggestions et de recommandations des délégations à la Plénière, du Comité exécutif de la CEE et d'autres parties prenantes.
3. Le présent document, qui représente la sixième révision du document intitulé «Mandat, cahier des charges et procédures du CEFACT-ONU», a été établi par le Bureau et incorpore les modifications découlant de l'expérience acquise, des consultations et de l'application des décisions prises à la dix-septième session du CEFACT-ONU.

II. Mandat et cahier des charges

4. Dans le cadre du Conseil économique et social de l'ONU, la Commission économique pour l'Europe (CEE) coordonne les recommandations sur la facilitation du commerce et les normes relatives aux transactions électroniques, qui se rapportent à toutes les procédures commerciales pouvant favoriser l'expansion du commerce international et des services associés. Dans ce contexte, le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) a été créé en tant qu'organe intergouvernemental subsidiaire du Comité du commerce de la CEE et a reçu pour mission d'élaborer un programme de travail de portée mondiale pour améliorer la coordination et la coopération dans ces domaines¹ dans le monde entier.
5. Le CEFACT-ONU rend compte régulièrement de ses activités au Comité du commerce de la CEE et, lorsqu'il y est invité, fait également rapport au Comité exécutif de la CEE.
6. Le CEFACT-ONU soutient des activités destinées à améliorer l'aptitude des organisations professionnelles, commerciales et administratives des pays développés, en développement et en transition à échanger efficacement des biens et les services correspondants. Il cherche avant tout à faciliter les transactions nationales et internationales grâce à la simplification et à l'harmonisation des processus, des procédures et des flux d'informations, et à contribuer ainsi à l'expansion du commerce mondial. À cet effet, il s'efforce:
 - a) D'analyser et expliciter les éléments clefs des processus, procédures et transactions internationaux et d'œuvrer à la suppression des obstacles;
 - b) De mettre au point des méthodes de nature à faciliter ces processus, procédures et transactions, en faisant notamment appel aux technologies de l'information et de la communication (TIC);

¹ Voir les diagrammes figurant dans l'annexe relative au CEFACT-ONU.

c) De promouvoir l'application à la fois de ces méthodes et des meilleures pratiques correspondantes par l'intermédiaire, notamment, d'associations appartenant aux secteurs public, industriel ou tertiaire;

d) De coordonner ses activités avec celles d'autres organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation mondiale des douanes (OMD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED);

e) De veiller à la cohérence du travail d'élaboration de recommandations et de normes en coopérant avec d'autres parties intéressées, notamment les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales. S'agissant plus particulièrement des normes du CEFACT-ONU, cette cohérence se trouve facilitée grâce à une coopération avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO), la Commission électrotechnique internationale (CEI), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et un certain nombre d'organisations non gouvernementales (ONG), spécialement dans le cadre du Mémoire d'accord ISO/CEI/UIT/CEE sur les transactions électroniques. Ces liens ont été établis et maintenus eu égard à la large application des travaux du CEFACT-ONU dans des domaines qui dépassent le simple cadre du commerce mondial et aux objectifs primordiaux que sont l'interopérabilité entre les applications et l'aptitude à gérer des environnements multilingues.

III. Structure et procédures

Le cadre

7. La structure du CEFACT-ONU comprend une Plénière, un Bureau et des rapporteurs régionaux.

8. La Plénière se réunit au moins une fois par an, et le Bureau au moins une fois entre les sessions de la Plénière.

9. La Plénière est l'autorité suprême pour tout ce qui concerne les travaux du CEFACT-ONU, sous réserve de l'approbation indispensable du Comité du commerce et du Comité exécutif de la CEE ou encore d'autres organes dans le cadre de l'ONU.

10. La Plénière élit un Bureau qui agit en son nom entre ses sessions, notamment en élaborant, appliquant et supervisant ses stratégies et son programme de travail, y compris les actions de sensibilisation selon les besoins et priorités des États Membres de l'ONU et d'autres parties prenantes. Elle élit également des rapporteurs à qui sont confiées des tâches précises aux fins, en particulier, des actions de sensibilisation sur le plan régional.

11. Les délégations à la Plénière comprennent des représentants des États Membres intéressés de l'ONU, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales reconnues par le Conseil économique et social de l'ONU.

12. La méthode de prédilection pour prendre des décisions est le consensus, qu'on peut définir comme étant un accord général caractérisé par l'absence d'objection formelle aux questions de fond. Prendre des décisions par consensus, c'est chercher à tenir compte des vues de toutes les parties concernées et à concilier des positions divergentes. Consensus ne veut pas dire unanimité. En l'absence de consensus, la question est mise au vote. Dans ce cas, un quorum est constitué par une majorité de délégations d'États Membres de l'ONU

désignées officiellement auprès du CEFACT-ONU, et les délégations doivent être présentes à la réunion à laquelle la question est mise au vote.

13. Étant donné la portée mondiale des travaux du CEFACT-ONU sur la facilitation du commerce et les normes relatives aux transactions électroniques, tout État Membre de l'ONU peut y participer sur un pied d'égalité.

14. Les États Membres désignent les chefs des délégations permanentes, qui ont notamment pour tâches de participer sur un pied d'égalité aux processus de décision pendant la Plénière et entre les sessions et de désigner des experts qui participeront aux activités du CEFACT-ONU en tant qu'experts bénévoles indépendants agissant en leur nom propre et ne représentant aucun intérêt particulier de leur pays ou institution. Ces experts peuvent avoir notamment pour tâches d'aider le Bureau à élaborer et à appliquer le programme de travail, spécialement en contribuant aux projets qui impliquent l'élaboration de recommandations de la CEE et de normes du CEFACT-ONU conformément aux dispositions de la politique du CEFACT-ONU en matière de droits de propriété intellectuelle.

15. Sous réserve des règles et règlements de l'ONU, le secrétariat de la CEE peut inviter des observateurs à assister aux sessions de la Plénière, à l'initiative soit du Bureau, soit du secrétariat lui-même.

16. La CEE fournit des ressources de secrétariat à l'appui du CEFACT-ONU et de l'application de son programme de travail, sous la supervision du Secrétaire exécutif de la CEE et dans la limite des ressources budgétaires et extrabudgétaires. Le Bureau (agissant au nom de la Plénière) et le secrétariat de la CEE planifient chaque année la mise en œuvre du programme de travail du CEFACT-ONU, en tenant compte des ressources disponibles à la fois dans le cadre et à l'extérieur de l'ONU. Le Bureau est également chargé de passer en revue les résultats de l'exécution du programme de travail et d'en rendre compte à la Plénière.

17. Toutes les réunions de la Plénière et du Bureau sont soumises aux règles de l'ONU et de la CEE qui s'appliquent généralement à ce type de réunions (A/520/Rev.15 et E/ECE/778/Rev.5)², y compris les règles du Comité exécutif et du Comité du commerce.

18. Le Bureau coordonne ses travaux avec ceux d'autres organisations et veille à ce que certaines tâches pratiques bien précises soient entreprises au niveau approprié dans le cadre du CEFACT-ONU; il évite des chevauchements d'activités, aussi bien dans ses propres services qu'avec l'extérieur.

19. Les recommandations de la CEE et les normes du CEFACT-ONU sont approuvées par la Plénière selon la procédure définie pour les projets dans le Processus d'élaboration ouvert (PEO) du CEFACT-ONU (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/24) et sont mises gratuitement à la disposition des utilisateurs.

20. Le CEFACT-ONU diffuse largement les résultats de son travail auprès des utilisateurs, et il en encourage et facilite l'application en coopération avec, par exemple, les administrations nationales, les organisations intergouvernementales, le Partenariat mondial pour la facilitation des transports et du commerce, les organisations non gouvernementales et les organisations représentant les milieux industriels et commerciaux. Il est assisté dans cette tâche par le secrétariat de la CEE, qui est chargé d'apporter son appui pour les communications officielles et autres, y compris la gestion du site Web.

² Voir www.un.org.

21. Avec le concours du secrétariat de la CEE, le CEFACT-ONU met gratuitement ses publications à disposition par le biais de son site Web, en anglais, français et russe chaque fois que possible.

La Plénière

22. La Plénière se réunit au moins une fois par an conformément à son règlement intérieur. Elle peut, conformément à ce règlement, prendre des décisions selon la procédure d'approbation intersessions (ECE/TRADE/C/CEFACT/2010/15/Rev.3/Add.1).

23. La Plénière est l'organe exécutif chargé de déterminer la stratégie, la politique et les actions de promotion indispensables pour que le Centre puisse remplir son mandat. En particulier, elle approuve le programme de travail du CEFACT-ONU.

24. La Plénière élit un Président du CEFACT-ONU et au moins quatre Vice-Présidents, lesquels constituent le Bureau. Le Règlement intérieur de la Plénière comporte une procédure de désignation des candidats aux postes de la Plénière qui tient compte de leurs compétences techniques, de leur dynamisme, de leurs aptitudes et de leur disposition au travail ainsi que de l'équilibre de la répartition géographique.

25. Le Président et les Vice-Présidents qui constituent le Bureau sont élus pour un mandat de trois ans à compter de la date de leur élection. Tous peuvent se présenter pour un nouveau mandat. En matière d'élection ou de réélection, il est tenu dûment compte de la nécessité d'assurer la cohérence, la continuité et le renouvellement dans les travaux du CEFACT-ONU. Chaque fois que possible, un tiers environ des membres du Bureau sont élus chaque année.

26. La Plénière peut, en tenant dûment compte des indications du Bureau, nommer des rapporteurs régionaux chargés d'entreprendre des tâches pratiques et exercer des fonctions de représentation telles qu'exposées ci-après et en coordination avec le Bureau et le secrétariat de la CEE.

Le Bureau

27. Le Bureau comprend un Président et au moins quatre Vice-Présidents.

28. Le Bureau est responsable devant la Plénière du fonctionnement ouvert, transparent et efficace du CEFACT-ONU et de l'exécution de son programme de travail. Ses membres siègent à titre personnel, conformément au Code de conduite, sans représenter d'intérêts particuliers, ni leur pays ou institution. Les Vice-Présidents aident le Président à s'acquitter de toutes les responsabilités confiées au Bureau.

29. Pour accomplir leur mission, le Président et le Bureau peuvent faire appel à des experts désignés par des délégations à la Plénière. Le Bureau peut également, sous réserve des règles de la CEE, désigner des conseillers et constituer des équipes spéciales pour l'aider à mener à bien ses activités, s'agissant par exemple d'axer son action sur des aspects particuliers du programme de travail et des propositions de projet dans le contexte d'un volet du programme à élaborer. La Plénière est informée de la raison d'être des conseillers et équipes spéciales et du nom de ceux qui apportent ainsi leur concours.

30. Le CEFACT-ONU établit un code de conduite pour tous les participants et, dans le cadre des procédures associées au suivi de ce code, le Bureau peut désigner un conseiller chargé de traiter des points particuliers faisant problème.

31. Les principales fonctions du Bureau sont les suivantes:

- a) Prendre en charge entre les sessions de la Plénière la planification stratégique continue et la coordination des activités prévues dans le programme de travail du CEFACT-ONU;
- b) Vérifier que les activités du CEFACT-ONU sont conformes à son mandat, son cahier des charges et ses procédures;
- c) Préparer les réunions du CEFACT-ONU, y compris la Plénière et les Forums, en collaboration avec le secrétariat;
- d) Désigner et guider des experts qui apportent leur appui au programme de travail, en particulier dans le contexte des volets du programme à élaborer, chacun étant supervisé par un Vice-Président du Bureau, afin d'étudier des questions stratégiques en matière de facilitation du commerce et de transactions électroniques, de donner à la Plénière des avis sur ces questions et, le cas échéant, de travailler avec des experts sur des questions concernant des projets apparentés;
- e) Élaborer et tenir à jour des procédures associées à l'examen et la mise en train de propositions de projet, en particulier celles présentées en vue de l'élaboration de recommandations de la CEE et de normes du CEFACT-ONU et, le cas échéant, approuver la constitution d'équipes de projet et désigner des responsables de projet, sous réserve des dispositions du Processus d'élaboration ouvert du CEFACT-ONU;
- f) Favoriser chaque fois que possible les possibilités de sensibilisation, de collaboration et de coordination afin de faire avancer le programme de travail et les projets, en particulier à la faveur de réunions d'experts;
- g) Contribuer à assurer la cohérence dans des questions de politique générale, de promotion, de communication, de coopération et de renforcement des capacités, en particulier dans le cadre d'activités avec d'autres organes, avec l'appui du secrétariat;
- h) Prendre la responsabilité de fonctions opérationnelles en rapport avec des activités du CEFACT-ONU (par exemple l'audit, le contrôle des projets, la tenue à jour de la bibliothèque), avec l'appui du secrétariat de la CEE, d'experts bénévoles et d'équipes spéciales.

32. Les membres du Bureau se réunissent au moins une fois entre les sessions de la Plénière et décident comment ils se rencontreront (en personne, par téléconférence ou en faisant appel à des moyens électroniques) pour s'acquitter de leurs responsabilités. Le Président peut inviter des rapporteurs, notamment, à participer aux réunions et débats du Bureau. En cas d'absence du Président à une réunion du Bureau et si le Président n'est pas en mesure de désigner un remplaçant à l'avance, le Bureau nomme par consensus un remplaçant pour la durée de la réunion, au titre du premier point de l'ordre du jour.

33. Le Président, avec le concours de membres du Bureau et du secrétariat de la CEE, est chargé d'établir le programme de travail qui devra être approuvé par la Plénière, en vue d'offrir un cadre cohérent qui réponde aux besoins des États Membres de l'ONU et d'autres parties prenantes dans le contexte du mandat et du cahier des charges du CEFACT-ONU, en particulier en favorisant une ouverture vis-à-vis des parties qui ont exprimé le souhait de travailler avec le CEFACT-ONU à la réalisation d'objectifs communs ainsi qu'une collaboration avec ces parties et, chaque fois que possible, éviter les chevauchements d'activités à l'intérieur et en dehors du CEFACT-ONU.

34. Le Bureau applique une procédure pour pourvoir les sièges de ses membres devenus vacants en cours de mandat.

35. Si l'un des membres du Bureau ne participe pas de manière constructive à ses travaux, le Bureau peut demander à la Plénière de remplacer le membre en question.

36. Les décisions sont prises de préférence par consensus. S'il doit voter, le Bureau réunit le quorum spécifié dans ses procédures internes. Celles-ci précisent les règles à appliquer pour prendre des décisions, que les membres se réunissent physiquement ou virtuellement, ou encore communiquent par des moyens électroniques.

37. Le Président, avec le concours de membres du Bureau et du secrétariat de la CEE, est chargé de programmer et de coordonner les réunions de la Plénière, du Bureau et, en cas de besoin, des experts, ainsi que d'en établir l'ordre du jour.

38. Le Président veille à ce que les décisions du Bureau soient consignées et publiées. Un condensé annuel de ces décisions est communiqué à la Plénière.

Les rapporteurs régionaux

39. Les rapporteurs régionaux s'acquittent de leur mandat en travaillant chaque fois que possible en coordination avec le Bureau du CEFACT-ONU, les chefs de délégation de la région auprès du CEFACT-ONU, le secrétariat de la CEE et ceux d'autres commissions régionales de l'ONU.

40. Au sein de la région qui lui incombe, le rapporteur:

a) Soutient les intérêts et activités du CEFACT-ONU auprès des administrations nationales, des organisations intergouvernementales, des associations professionnelles compétentes, ainsi que des organisations commerciales et organismes de facilitation du commerce, avec le concours du secrétariat de la CEE qui est chargé des communications officielles;

b) Encourage des experts à participer au programme de travail du CEFACT-ONU et stimule la mise en application des normes, recommandations et autres résultats attendus du CEFACT-ONU;

c) Coordonne les activités du CEFACT-ONU dans la région.

41. Tous les rapporteurs régionaux présentent un rapport à chaque Plénière du CEFACT-ONU. Ils peuvent soulever des questions en s'adressant directement au Bureau, aux réunions duquel ils peuvent assister à titre consultatif.

42. Les rapporteurs régionaux sont nommés pour un mandat de deux ans, renouvelable.

IV. Examen périodique

43. Les dispositions du présent document sont revues périodiquement afin d'être un reflet exact de l'évolution du commerce mondial, de la facilitation du commerce et des transactions électroniques ainsi que des méthodes générales de collaboration (l'Internet et le World Wide Web par exemple).

44. Le pouvoir de modifier le présent document est dévolu à la Plénière. Les propositions de modification peuvent être formulées par les délégations à la Plénière ou par le Bureau.

45. Les modifications approuvées par la Plénière sont soumises au Comité du commerce, pour approbation.

Annexe

Diagrammes relatifs au CEFACT-ONU

1. Le CEFACT-ONU dans le cadre de l'ONU

Organisation des Nations Unies



2. La structure du CEFACT-ONU

Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques

